



Défendons les droits des femmes, prenons la rue!

Après avoir cassé les retraites, le gouvernement et le MEDEF réduisent les allocations des chômeurs et, avec le RMA, entendent les forcer à travailler contre un salaire de misère. C'est une véritable guerre sociale contre les chômeurs et les salariés des deux sexes que mènent Raffarin et Seillière. Les femmes vont être de nouveau les plus touchées par la remise en cause des droits sociaux.

Car, les femmes constituent déjà le gros bataillon des pauvres : elles sont 10,6% à être au chômage pour 8,6% des hommes. Et avec le développement du temps partiel imposé et de la précarité, elles gagnent de tout petits salaires et les écarts de salaire entre hommes et femmes sont repartis à la hausse. Du coup, leur retraite est de 42% inférieure à celle des hommes.

Pour faire garder le jeune enfant pendant le travail ou chercher un emploi, cela ne va pas s'arranger : au lieu de construire des crèches publiques et des écoles maternelles la droite a choisi d'étendre l'allocation parentale d'éducation dès le 1er enfant et de fermer des écoles maternelles, incitant de plus en plus de femmes à renoncer à travailler.

Les droits fondamentaux des femmes à disposer de leur corps sont aussi attaqués.

Au détour d'un débat parlementaire sur la justice, le droit à la vie du fœtus a failli être adopté contre le droit à l'avortement volontaire. La mobilisation des associations a bloqué ce projet. Mais des centres d'IVG ferment faute de crédits et l'information sur la contraception est totalement insuffisante.

Au nom de la liberté du marché, la prostitution est banalisée et favorisée par la mondialisation capitaliste

et guerrière, dont les femmes payent le prix fort. Les intégrismes religieux gagnent eux en influence et entendent imposer des normes sexuelles et vestimentaires aux femmes (voile, « pudeur », abstinence...).

Sans compter qu'en France 2 millions de femmes par an subissent les violences des hommes. 72 femmes en

**Manifestons
le samedi 6 mars,
à 14 heures,
Place de la République**

meurent et pas seulement dans les banlieues ! Aucune culture, aucune catégorie sociale n'est épargnée par ces violences. Aucun pays non plus : c'est pourquoi nous revendiquons le droit d'asile pour toute femme victime de violences ou menacée de l'être dans son pays, ainsi que l'individualisation du droit au séjour.



A l'occasion du 8 mars, journée internationale des femmes, le Collectif National pour les Droits des Femmes appelle à une grande journée de manifestations unitaires. La LCR en est partie prenante et lutte pour l'autonomie économique et sociale des femmes, contre le temps partiel imposé, les inégalités de salaires, pour le développement d'un service public d'accueil de la petite enfance, pour un service public d'accueil contre les violences

faites aux femmes, pour des lieux d'hébergement et un accès prioritaire au logement social pour les femmes victimes de violences conjugales.

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :

